

Grève dès la rentrée : SUD éducation soutient la mobilisation des personnels !

La rentrée scolaire n'a pas eu lieu en Seine-Saint-Denis puisqu'après une première journée de grève particulièrement réussie le 26 février, la mobilisation s'est poursuivie le 27 février avec davantage de personnels encore dans la rue et en assemblée générale. Cette mobilisation pour un plan d'urgence pour l'éducation résulte d'un travail de consultation des personnels sur leurs besoins par l'intersyndicale SUD éducation 93, CGT éduc93, CNT 93 et FSU 93 pour construire des revendications chiffrées au sujet des manques du service public d'éducation dans ce département particulièrement défavorisé.

Plusieurs rapports parlementaires montrent l'insuffisance des moyens mis à disposition par l'État pour l'éducation dans le département.

Les conséquences sont terribles pour la scolarité des élèves et pour les conditions de travail des personnels. SUD éducation apporte tout son soutien aux personnels mobilisés depuis lundi.

La mobilisation du 93 met au jour les graves inégalités territoriales contre lesquelles l'État est incapable d'agir faute de volonté politique. Dans l'Éducation nationale, l'éducation prioritaire a été démantelée au profit d'une politique de mixité sociale. La « mixité sociale » portée par le ministère est une vitrine de belles intentions sans moyens qui fait reposer les efforts sur les élèves et leurs familles à coup de resectorisation et de partenariats. Le ministère refuse toujours de poser la question du privé pourtant largement responsable de la ségrégation sociale que subissent les écoles et établissements publics.

L'éducation prioritaire est au cœur des revendications des personnels mobilisés en Seine-Saint-Denis aujourd'hui ou encore dans le Rhône avant le début des congés scolaires. L'éducation prioritaire c'est donner plus de moyens pour l'école dans les quartiers les plus défavorisés où les difficultés sociales s'accumulent. Entre la sortie des lycées des cartes de l'éducation prioritaire et la baisse des dotations horaires, il ne reste plus grand chose de l'éducation prioritaire. Les fermetures de classes et les mesures de ségrégation sociale du Choc des savoirs viennent

Fédération SUD Éducation

31 rue de la Grange aux
Belles, 75010 Paris

01 58 39 30 12

fede@sudeducation.org

www.sudeducation.org



aggraver ce démantèlement. Les personnels ne veulent pas trier les élèves, ils veulent des moyens pour les faire réussir.

L'absence de réponse de l'institution alors que la rentrée scolaire n'a pas eu lieu en Seine-Saint-Denis est particulièrement alarmante.

La Ministre de l'Éducation nationale doit recevoir les personnels mobilisés en audience, entendre leur colère et leurs revendications sur le Plan d'Urgence pour l'éducation dans le 93.

Pour SUD éducation, il y a urgence à ouvrir de vraies concertations au niveau national sur l'état de l'éducation prioritaire pour revoir la carte en y intégrant les lycées et en fléchant des moyens pour une baisse du nombre d'élèves par classe. La Seine-Saint-Denis n'est pas le seul département abandonné par l'État : à Mayotte, en Guyane, dans le Rhône... et partout où c'est nécessaire, l'Éducation nationale doit mettre les moyens pour garantir un même droit à l'éducation pour toutes et tous.